



Introduction



Éloge des solutions imparfaites Vers un livre écologiquement, économiquement et socialement plus vertueux

par Étienne Galliard, éditions Double ponctuation et coéditeur de *Biodiversité*

L'intérêt des acteurs du livre pour les questions relevant de leur responsabilité environnementale et sociale fut globalement tardif – même si le monde anglo-saxon, sans doute, s'y est intéressé avant une partie de l'Europe. Cet intérêt tardif pourrait s'expliquer par la difficulté pour les acteurs du livre de se sentir concernés ; longtemps, ils se sont estimés trop peu pollueurs pour mettre en place une véritable réflexion environnementale sur leurs pratiques.

Ce déni était dû, peut-être, à la dimension immatérielle et symbolique du livre – considéré avant tout comme un contenu, et pas assez comme un objet –, qui aurait freiné la prise de conscience. Par ailleurs, les institutions représentant le secteur du livre – du moins, en France – n'ont pas été non plus très dynamiques et proactives sur ces questions ; elles étaient pourtant en position d'alerter les acteurs du livre, voire de provoquer un effet d'entraînement pour réfléchir et améliorer les pratiques, ce qui aurait bénéficié à toute la chaîne de création et de production.

Prise de conscience et visions du changement



S'il est certainement vrai que la chaîne du livre pollue moins que d'autres secteurs, elle n'est pas, pour autant, particulièrement vertueuse en la matière. La plupart des audits et des estimations, les études les plus crédibles (**voir l'article de cadrage de Lisa King, Julien Tavernier et Daniel Vallauri de WWF France page 22**, basé sur 3 enquêtes « maison »), montrent qu'il est important d'accepter cette responsabilité environnementale et que les acteurs du livre prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique et pour éviter que leurs activités ne détériorent trop la planète.



Il s'oppose sans doute, en ce domaine comme en d'autres, deux grandes visions du changement : d'un côté, une volonté de faire évoluer le secteur tel qu'il existe, pour l'adapter aux nouveaux défis écologiques et sociaux. Là, on retrouve une approche qui ne remet pas forcément en cause les bases du système tel qu'il est, et qui propose essentiellement une évolution des pratiques (**voir l'article sur les « Big 5 », page 86**). Une autre vision s'appuie sur une critique des fondements même du système – considéré comme trop capitalistique, concentré, productiviste et prédateur –, et qui souhaite le remettre profondément en cause. Le changement, dans ce cas, passe avant tout par une déconstruction.

Les deux visions apportent au débat des éléments intéressants, et participent sans doute à faire évoluer les positions des acteurs du livre. Mais dans une situation d'urgence, l'approche pragmatique prévaut et la chaîne du livre souhaite avant tout, globalement, mettre en place des actions concrètes pour répondre aux objectifs de réduction des gaz à effet de serre, au gaspillage, à la prédation des ressources naturelles.

Les problématiques environnementales du secteur sont présentes à tous les stades de vie d'un livre, même si c'est de façon inégale. Ainsi, lors du « prépresse » se décident le format et le tirage (qui peut aboutir à une surproduction), le *print* est la phase où se fabrique concrètement le livre (le choix du papier, et des produits nécessaires à la fabrication du livre, pèse sur le bilan écologique de l'éditeur), la commercialisation met en circulation les exemplaires (d'où une consommation importante d'énergies fossiles), la phase de fin de vie du livre décide du devenir des ouvrages (avec le danger du pilon ou du don de livres mal orienté). Il est vrai que ces quatre temps dans le cycle de vie d'un livre répondent aujourd'hui à des modèles ou des contraintes qui encouragent la production, la circulation et la destruction de masse. Tout commence, bien sûr, par un phénomène symptomatique, – la surproduction –, né à la fois du modèle économique de l'offre sur lequel repose le secteur et des contraintes techniques et organisationnelles qui pèsent sur la décision de l'éditeur (intérêts des différents acteurs de la chaîne du livre, culture productiviste, etc.).

Des « livres-clones » et des tirages surévalués

La surproduction est une réalité et doit être dénoncée – mais encore faut-il être plus précis sur sa nature. Car il existe, de façon concomitante, une surproduction des titres et une surproduction des exemplaires. En tant que défenseurs de la bibliodiversité, il faut se féliciter qu'un nombre de titres importants soient publiés chaque année ; mais malheureusement, beaucoup de ces ouvrages ne sont que des clones. Comme le dit **Léa David de la librairie Caractères libres** (voir son témoignage **page 194**) :

Actuellement, on sort un livre en grand format ; un an plus tard il passe en poche ; sans compter les nouvelles éditions, traductions... Donc, même un titre qui se vend finit au pilon à un moment ou à un autre.

Même des ouvrages qui ne sont pas des rééditions sont parfois des *me-too* : bien loin du mouvement féministe, on désigne par ce terme des copies d'ouvrages ayant rencontré le succès, comme le soulignent **Angela Léry et Sarah Hamon des éditions La Cabane bleue** (voir leur témoignage **page 106**) :

Nous nous interdisons de publier ce que le marketing appelle des *me-too* (de pâles copies de livres existant déjà sur le marché), ou des « coups » commerciaux éphémères, qui surferaient sur une mode ou une tendance.

Ces « livres-clones », de deux natures différentes, n'existent que parce qu'ils exploitent un filon au-delà de l'épuisement. Ils nourrissent inévitablement le pilon. Mais la surproduction est celle, aussi, des exemplaires. Il n'est pas rare de rencontrer des imprimeurs qui, pour les meilleures raisons du monde (techniques parfois, économiques souvent) n'impriment pas en-deçà d'un seuil donné. Quand on sait qu'un essai de sciences humaines est un succès lorsqu'il se vend à quelques centaines de copies, l'obligation d'imprimer à 1 500 ou 2 000 exemplaires a toutes les chances d'aboutir, là encore, à une destruction d'exemplaires qui n'auront jamais eu la chance de quitter les étagères du distributeur.

Lorsque ce n'est pas l'imprimeur qui demande explicitement un tirage minimum, ce sont les « effets paliers » des coûts qui encouragent bien souvent l'impression d'un grand nombre d'exemplaires. Les petits ou très petits tirages sont en effet en général pénalisés par un coût d'impression à l'exemplaire élevé. De même, la variation des coûts d'une prestation, d'un imprimeur à l'autre, laisse songeur (voir Tableau ci-contre) et la difficulté de comparer les prestations n'aide pas l'éditeur à s'y retrouver dans la jungle des appellations des papiers et des labels qui leur sont attribués. Il faudrait aussi évoquer la difficulté, pour les éditeurs indépendants, de développer des outils d'étude de marché et des capacités de communication suffisantes pour attirer l'attention sur leurs publications, comme le font les grands groupes éditoriaux – ce qui leur permettrait d'épuiser leurs tirages. Pour toutes ces raisons, les « livres-clones » et les tirages mal dimensionnés contribuent à alimenter un pilon que tous, pourtant, cherchent à éviter.

Fabriquer sans (trop) polluer

Si le phénomène de surproduction alourdit toute la chaîne du livre, **la phase de fabrication du livre** concentre bien entendu l'essentiel des problématiques environnementales. Les fibres utilisées pour faire le papier – produit particulièrement mondialisé – ne sont pas toujours traçables, les forêts dont elles sont tirées ne sont pas toujours gérées de façon écologique et durable. C'est ce qui pousse **Corinne Fleury, des éditions L'Atelier des nomades**, à s'interroger : les livres détruisent-ils nos forêts (**page 134**) ?

En Amérique du Sud, la demande croissante en pâte à papier entraîne parfois les propriétaires vers une exploitation forestière illégale allant jusqu'à repousser les tribus indigènes hors de leurs territoires. Au Brésil ou en Indonésie, les forêts primaires sont souvent remplacées par la monoculture avec des arbres industriels comme l'eucalyptus. La biodiversité est appauvrie et les populations locales sont en péril.

les « livres-clones » et les tirages mal dimensionnés contribuent à alimenter un pilon que tous, pourtant, cherchent à éviter

	tarif en euros HT offre 1	type de papier intérieur offre 1	type de papier couverture offre 1	tarif en euros HT offre 2	type de papier intérieur offre 2	type de papier couverture offre 2	Finitions	Tarif en euros HT par exemplaire offre 1	Tarif en euros HT par exemplaire offre 2	Formes juridiques particulières	Labels affichés sur le devis
Imprimeur 1	1 995	Print Speed Offset FSC mixte credit 80g	Respecta 60 % Silk Certifié FSC Mixed Credit 250g	2 270	Munken Print white 1.5 80g	Condat Matt Perigord PEFC 100 % 250g	Pelliculage mat recto pour la couverture	4,99	5,68	SCOP	ISO 14001 - ISO 28000 - PEFC - FSC Imprim'Vert - UGISA
Imprimeur 2	1 986	Offset bouffant Munken Print White FSC 80g	Couché mat bouffant Artic Volume White FSC 250g	1 994	Munken Print White FSC 80g	Condat Mat Perigord blanc 250g	Pelliculage mat recto pour la couverture	4,97	4,98		PEFC - Imprim'Vert - Ecovadis - Dekra ISO 9001
Imprimeur 3	1 293	Offset blanc 90g Coral Book White	Couché moderne mat 250g Condat mat Perigord certifié PEFC 100 %	1 949	Blanc 80g Munken Print White FSC mix credit	Couché moderne mat 250g Condat mat Perigord certifié PEFC 100 %	Pelliculage mat recto pour la couverture	3,23	3,37		Imprim'Vert - PEFC
Imprimeur 4	669	pas d'information	Carte graphique 240g				Pelliculage mat recto pour la couverture	1,67			Imprim'Vert
Imprimeur 5	1 828	Offset blanc 80g FSC Ecotabel	couché mat 250g PEFC	1 870	bouffant blanc 80g FSC	couché mat 250g PEFC	Pelliculage mat recto pour la couverture	4,57	4,68	SCOP ouvrière	aucun
Imprimeur 6	705	Bouffant 80g PEFC	Carte 1 face 240g	1 185	Nautilus (laser)	Carte 1 face 240g	Pelliculage mat recto pour la couverture	1,76	2,96		aucun
Imprimeur 7	1 470	Offset blanc 90g	carte 1 face 260g	1 510	Munken Print White bouffant 80g PEFC FSC	carte 1 face 260g	Pelliculage mat anti-rayures	3,68	3,78	Société coopérative de production anonyme	Imprim'Vert

Tableau comparatif des devis de 7 imprimeurs français (tarifs et dénominations)

Nota bene : ce comparatif a été établi en 2020, auprès de 7 imprimeries, par le biais d'une demande de devis uniformisée. Deux imprimeurs supplémentaires n'ont pas pu participer, car ils n'acceptaient pas de petits tirages (seuil de 1 500 exemplaires minimum). En plus des spécifications techniques (« Base » détaillée dans le tableau), la demande portait sur deux offres, l'une dite « classique » (offre 1) et l'autre « plus écologique » (offre 2). Une demande complémentaire a été adressée aux imprimeurs concernant une impression spécifique sur papier recyclé (et non pas certifié), mais trop peu ont répondu pour que cela soit significatif ; ceux qui l'ont fait nous ont mis en garde sur la mauvaise performance écologique et/ou sur le surcoût de cette solution.

Les papiers sont encore parfois blanchis et traités à coup de produits chimiques très polluants, les encres ne sont pas toutes vertueuses. Enfin, les lieux d'impression ne sont pas toujours situés à proximité des lieux de commercialisation des ouvrages – engendrant des piles de marchandises reposant sur des énergies fossiles.

Beaucoup de ces différents aspects de la fabrication du livre nécessitent, pour s'y retrouver, une certaine expertise – c'est particulièrement vrai quand il s'agit de l'évaluation de la performance environnementale d'un papier. Il s'agit en effet de prendre en compte l'origine des fibres et des rouleaux de papier, les produits utilisés pour leurs traitements, le transport entre le lieu de production et l'imprimeur, les consommables utilisés pour ce segment de la fabrication – et les actions mises en place ou non par ses acteurs pour le recyclage, la gestion des déchets – et, d'un point de vue social, le respect des normes internationales de travail, des populations locales proches des plantations forestières, etc.



le papier recyclé, lui, semble peu utilisé en France

Il est donc tentant de s'en remettre uniquement aux labels – essentiellement le PEFC et le FSC – mais ils prennent une telle importance commerciale qu'il est inévitable qu'ils finissent par poser question. Ainsi, le label PEFC a été mis en difficulté lors d'une émission de « Cash investigation » restée célèbre (diffusée en France le 24 janvier 2017 et intitulée *Razzia sur le bois*) – montrant clairement que des terrains non forestiers (des réacteurs nucléaires, par exemple !) avaient pu être labellisés sans difficulté à la demande des journalistes réalisant l'enquête. Si le label se défend en expliquant qu'il fonctionne sur la bonne foi déclarative des déposants, il faut avouer que cet épisode n'est pas rassurant quant à sa capacité de contrôle et sa fiabilité environnementale. Seul le FSC semble échapper pour l'instant aux polémiques – de fait, il fait figure de référence, recommandé par exemple par Greenpeace et le WWF France. Mais là encore, il n'est pas toujours facile de s'en procurer, et la certification PEFC semble bien être celle qui est le plus souvent proposée en France. De toutes façons, les labels, aussi vertueux soient-ils, ne sont pas une panacée, comme le note **Thomas Bout des éditions Rue de l'échiquier** (voir son témoignage **page 98**) :

Depuis toujours, nous n'utilisons que des papiers labellisés, sans être dupes des limites de ces labels. Comme souvent dans notre métier, nous faisons là le choix de la « moins pire des solutions », tout en ayant conscience de participer d'une production qui, par essence, a un impact sur l'environnement.

Le papier recyclé, lui, semble peu utilisé en France. Si l'on en croit l'étude réalisée par la Commission environnement et fabrication du Syndicat national de l'édition française (SNE) parue en 2020, portant sur l'année 2018 et étudiant la consommation de papier de 64 groupes ou maisons d'édition (soit environ « 300 marques éditoriales représentant 75 % des exemplaires produits en France en 2018 »), il ne totalise que 1 % des achats de papier par les éditeurs.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Papier certifié	86%	87%	89%	91%	93%	94%
Papier non certifié	12%	10%	9%	7%	6%	5%
Papier recyclé	2%	2%	2%	2%	1%	1%

Les achats de papier des éditeurs de livre en France en 2018 © Commission environnement et fabrication, SNE, 2020. En ligne : <https://www.sne.fr/document/enquete-les-achats-de-papier-des-editeurs-de-livres-en-france-en-2018/> (consulté le 16/11/2020).



Quelles sont les raisons de cette faible demande ? Tout d'abord, l'offre de ce type de papier s'est dégradée depuis la fermeture, en 2019, de la papeterie Arjowiggins de Bessé-sur-Braye, dans la Sarthe – signant la mort du papier recyclé français. Certes, la filière s'est réorganisée et il est possible de trouver ce papier ailleurs en Europe (en Allemagne et en Autriche notamment), mais les éditeurs français ne sont, de toutes façons, pas convaincus : trop cher, pas assez qualitatif, et peut-être pas aussi remarquable qu'on le croit du point de vue environnemental :

Quant au papier recyclé, il a, à ma connaissance, un intérêt moindre que les papiers labellisés sur le plan environnemental, puisqu'il nécessite un traitement chimique pour regagner en blancheur et implique des opérations industrielles lourdes, ainsi que du transport (Thomas Bout, p. 102).

Flux de livres et « dernier chapitre »

Le transport est aussi le principal problème environnemental que pose la phase de commercialisation. L'essence reste indispensable pour rendre possible les nombreux flux physiques entre lieux de stockage et points de vente – sans compter que les représentants de la diffusion-distribution doivent sillonner le territoire pour promouvoir les catalogues de leurs maisons d'édition.

Si l'office permet l'envoi systématique des nouveautés, le système fonctionne sur la capacité du libraire de retourner les ouvrages invendus. Ce double principe (office et retours), s'il permet à la chaîne du livre de porter à l'attention des lecteurs ses productions, n'est pas pour autant très vertueux du point de vue écologique. En plus des énergies fossiles nécessaires au transport des ouvrages (parfois à l'unité !), il engendre l'utilisation massive de cartons et de matériaux d'emballage, comme le souligne **Romain Mollica**, représentant **le diffuseur-distributeur Serendip livres** :

Il y a même des aberrations : des libraires nous retournent régulièrement un seul livre, dans un petit colis, alors que nous proposons des conditions souples pour éviter ce genre de flux – c'est une opération qui coûte de l'argent au libraire, et qui n'est pas du tout écologique !

Enfin, le « dernier chapitre » – **la phase de « fin de vie » du livre** – n'est pas écologiquement plus respectable. On estime qu'au moins 15 % des livres imprimés sont envoyés au pilon sans même avoir été lus. Le don de livres, s'il peut sembler cohérent et éco-responsable a priori, doit se faire dans des conditions très précises – sans quoi, les ouvrages donnés peuvent fort bien se retrouver sur des marchés en développement, en concurrence avec des ouvrages produits localement.



De là où l'on est

Comment, alors, pouvoir faire des livres tout en réduisant son empreinte écologique et en assumant sa responsabilité sociale ? Le combat n'est-il pas perdu d'avance, alors que tout le système – de la fabrication à la fin de vie du livre – repose sur des marchés mondialisés (fibre de bois), sur une offre et des labels pas toujours très simples à comprendre (papier) et sur une commercialisation qui suppose de fait de nombreux flux physiques ? Le changement n'est-il pas hors d'atteinte des acteurs du livre, surtout lorsqu'ils ne font pas partie de grands conglomérats, où les achats sont centralisés et qui sont particulièrement en mesure du fait de leur poids, de faire évoluer les pratiques des fournisseurs ?

Il est essentiel de commencer par changer les choses de là où l'on est. C'est en effet sans doute avant tout ainsi qu'il faut concevoir l'émergence de ces alternatives que beaucoup appellent de leurs vœux – c'est en tous cas la façon la plus pragmatique de le faire : de façon artisanale, imparfaite, incomplète (voir ci-après, « Comment évaluer artisanalement sa responsabilité ? »).

Des solutions existent déjà, de nouvelles sont à inventer – l'important est de s'ancrer dans un questionnement sur la responsabilité écologique et sociale qui est celle de tous les acteurs du livre, qu'ils soient groupes éditoriaux internationaux, éditeurs et libraires indépendants, diffuseurs-distributeurs ou imprimeurs... Il n'y a pas de fatalité – c'est ce que démontrent magistralement les acteurs du livre qui témoignent dans ce tome de *Bibliodiversité*. Tous ont pris conscience de leur responsabilité, se sont engagés dans une réflexion, tentent de trouver des réponses qui leur sont adaptées.

Les acteurs du livre qui s'interrogent sur les impacts de leurs actions et désireux d'agir trouveront dans ce livre de nombreux témoignages – gage d'un échange d'expériences si important pour bâtir le changement. Ils proposent parfois des solutions en rupture avec le système en place, comme **Marion Carvalho et Charles Hédouin des éditions La Maison des Pas perdus** (voir leur témoignage **page 112**) :

Principalement, la surproduction et la surdiffusion sont les grosses problématiques. De plus, nous réalisons qu'une diffusion-distribution classique est irréconciliable avec les enjeux écoresponsables. C'est pour cela que nous proposons de développer de nouvelles formes de consommation du livre avec le projet Livr&co (www.livreco-comptoir.fr).

Ou bien comme **Alfredo Ruiz Chinchay des éditions Amotape Libros et Viringo Cartonero**, du Pérou, qui nous explique qu'il existe de très beaux livres fabriqués en carton et que le mouvement des *cartoneras*, né en Amérique latine, est devenu aujourd'hui international (**page 156**) :



en réincarnant le livre, en le resituant dans sa matérialité, on ne peut que l'envisager comme un tout

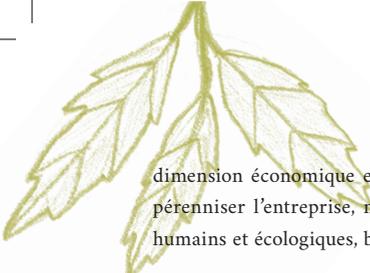
Même s'il est presque impossible de connaître avec exactitude le nombre de maisons d'édition *cartoneras*, Daniel Canosa en a dénombré 279 entre 2003 et 2017 ; les pays comptant le plus grand nombre de *cartoneras* étant l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, l'Espagne, la France, le Mexique, le Paraguay et le Pérou.

Comment ne pas rapprocher ces très belles initiatives artisanales et artistiques des réflexions menées par **Sophie Mariani-Rousset, de l'université de Franche-Comté et Pascale Lhomme-Rolot, plasticienne**, autour du livre d'artiste et du projet de Hôp éditions (voir **page 142**) ?

Nous partions du postulat que le livre d'artiste constituait un exemple approprié pour une édition respectueuse des principes écologiques, responsables et solidaires. Les difficultés principales – qui sont de savoir communiquer pour trouver un public, d'avoir une économie viable, proposer un contenu attractif via un catalogue comportant des thématiques – sont allégées grâce à la mise en place de réflexions et d'un savoir-faire mis en commun (travail esthétique et social), d'échanges et rencontres favorisant le lien social, d'expérimentations, d'ateliers, de regard sur l'édition prenant en compte l'environnement, de la mise en valeur de « l'attention à ».

Dans ces deux exemples, la matérialité du support est essentielle. Pour ces livres-objets porteurs de contenus forts de sens, le matériau prend une place déterminante dans la production éditoriale finale – que ce soit par la présence revendiquée du carton des productions *cartoneras* ou les pliures en accordéon du *leporello*. Là, le papier n'est pas qu'un simple support – il participe activement, de façon spectaculaire, à l'œuvre. Cette approche du livre « exemplaire-unique-fait-main », propose peut-être elle aussi une alternative à la pensée productiviste et industrielle qui marque encore la chaîne du livre. En tous les cas, elle stimule la réflexion : en réincarnant le livre, en le resituant dans sa matérialité, on ne peut que l'envisager comme un tout. Ce faisant, le matériau qui le constitue – le papier, le carton... – trouve (ou retrouve) une importance centrale. Certes, la fibre de bois vient de toutes les forêts du monde, son commerce est mondialisé, les papetiers passent souvent par des grossistes pour vendre leurs rouleaux aux imprimeries – qui essaient de survivre dans un secteur très concurrentiel. Mais là aussi, dans ce secteur à cheval entre artisanat et industrie, il existe pourtant des acteurs particulièrement engagés. C'est le cas de certains imprimeurs, qui font preuve d'une attention soutenue aux normes environnementales tout en ayant développé une gouvernance et un fonctionnement participatif exigeant. Le témoignage de **Christian Garin, de l'imprimerie L'Artésienne** (voir **page 210**), montre bien que la dimension humaine et la préoccupation environnementale sont liées dans son entreprise – qui est constituée (et ce n'est pas un hasard) en SCOP :

De par notre statut de coopérative à la création de l'entreprise en 1967, nous nous sommes toujours inscrits dans une démarche de développement durable, qui comprend une dimension sociale, une



dimension économique et une dimension environnementale. L'objectif d'une coopérative étant de pérenniser l'entreprise, nos évolutions technologiques ont toujours pris en compte des équilibres humains et écologiques, bien avant la « vague verte ».

Ce souci de lier responsabilité environnementale et responsabilité sociale est souvent présente dans les entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) de la chaîne du livre, comme le montre **Nicolas Wodarczak**, dans son article-cadre qui leur est consacré (voir **page 52**) :

Ces organisations ont le mérite de proposer un système différent de celui des sociétés de capitaux par leurs pratiques et leurs valeurs. En établissant des stratégies économiques durables et vertueuses aussi bien d'un point de vue social qu'écologique, elles contribuent à diversifier un panorama économique trop largement dominé par un modèle capitaliste.

Nicolas Wodarczak nous explique donc que le tiers secteur propose lui aussi une forme de rupture avec le productivisme (et en tout cas, avec le capitalisme classique), en remettant en cause la place de l'économie et en prônant d'autres formes d'organisation. En plus de statuts juridiques propres à ce secteur qui favorisent la collégialité et repositionnent l'économie comme un moyen, Nicolas Wodarczak insiste sur l'importance des pratiques, mises en place par ces éditeurs, ces libraires, ces imprimeurs qui ont choisi de questionner les impératifs de profitabilité.

Car les statuts ne font pas tout. Bien que créé en tant que SARL, **le diffuseur-distributeur Serendip livres** a mis en place des conditions de travail avec les éditeurs qu'il représente, qui privilégient collégialité et coopération :

Nous n'imposons pas de conditions ni de rythme de publication aux maisons, nous n'exigeons pas de dépôt de garantie en prévision des retours – il n'y a pas de trésorerie immobilisée pour l'éditeur auprès de Serendip. Ce qui nous distingue peut-être d'autres distributeurs, c'est que Serendip vit grâce à la marge qui est prise sur chacun des livres vendus aux libraires. Sur 100 % du prix du livre, il y a 60 % perçus par Serendip, dans lesquels on trouve la remise moyenne (35 %) concédée aux libraires et la part de Serendip (25 %). Le taux est fixe : sur ces 60 %, il n'y a aucun frais supplémentaire qui s'ajoute pour l'éditeur quelle que soit la quantité de livres à stocker, le taux de retour (Romain Mollica, p. 204).

Beaucoup soulignent que la dimension environnementale du développement durable du livre ne peut être complètement séparée d'une réflexion sur la responsabilité sociale et éthique des acteurs du livre. Les deux responsabilités – environnementale et sociale – vont de pair. C'est ce que souligne **Marin Schaffner, ethnologue**, dans la réflexion qu'il nous propose (**page 218**) :

Ce que l'on remarque surtout, c'est l'indéniable enchevêtrement des problématiques écologiques et des problématiques sociales. Il est devenu difficile de ne pas regarder en face combien l'exploitation des écosystèmes et des êtres humains répond d'un même projet, et qu'il est le carburant de l'actuelle économie mondialisée.

C'est certainement ce que tend à montrer, de façon très concrète, le témoignage de **David Murray, des éditions Écosociété** – qui développe, avec toute l'équipe de la célèbre maison d'édition québécoise, une gestion horizontale et solidaire remarquable, aux services de thématiques et d'engagements environnementaux et sociaux (voir son témoignage **page 118**) :

Chez Écosociété, aujourd'hui, tout le monde est à salaire égal – sur une base horaire, le nombre d'heures travaillées pouvant varier. Tout le monde est par ailleurs habilité et invité à prendre part aux décisions. Il n'y a pas de patrons « dans la boîte », au sens où aucune personne n'occupe un poste hiérarchique ; pour ce qui concerne les décisions d'importance, c'est le consensus qui est recherché. Bien entendu, le fait d'être une petite structure facilite ce genre de dynamique.

Écosociété a d'ailleurs activement participé à la grande aventure des coéditions solidaires initiées et/ou appuyées par **l'Alliance internationale des éditeurs indépendants** – depuis bientôt 20 ans. **Laurence Hugues** nous explique en quoi elles consistent, à travers une rétrospective des projets éditoriaux collectifs menés depuis l'origine de l'Alliance, et une explication des mécanismes qui les rendent possibles (voir son témoignage **page 166**). Comment, en effet, publier de façon solidaire entre éditeurs du Nord et éditeurs du Sud, ou entre éditeurs du Sud, en respectant les capacités et les territoires de commercialisation de chacun ?

L'ensemble des frais relatifs à chaque titre de la collection sont mutualisés : achat de droits, maquetage, impression, transport, frais de dédouanements des livres, frais de coordination. Les soutiens obtenus (...) sont déduits du montant total, la part restante est divisée au prorata du nombre d'exemplaires que chaque coéditeur s'est engagé à prendre.

D'ailleurs, c'est l'importance de cette solidarité entre acteurs du monde du livre que souligne aussi **Laëtitia Saint-Loubert, docteure en Études caraïbéennes**, tout spécialement au sein d'un territoire géographique et linguistique si pluriel que l'est la Caraïbe (voir son analyse **page 66**) :

(...) plusieurs partenaires de la chaîne du livre implantés dans la région s'engagent dans des projets visant à promouvoir une bibliodiversité qui se manifeste, entre autres, par des publications multilingues et des projets de traduction favorisant la circulation littéraire intrarégionale, notamment en langues vernaculaires.

Car bien entendu, la démarche d'abord individuelle doit se doubler d'une dimension collective – après tout, les acteurs du secteur peuvent faire de la solidarité de la chaîne du livre autre chose qu'une simple communauté de destins et lui donner une dimension coopérative qui permet-

les acteurs du secteur peuvent faire de la solidarité de la chaîne du livre autre chose qu'une simple communauté de destins





il existe des solutions qui font consensus – même si elles sont imparfaites

trait de penser le changement... C'est aussi ce que montre **Anaïs Massola**, que ce soit dans sa **librairie Le Rideau rouge** ou lorsqu'elle représente l'Association pour l'écologie du livre qu'elle a fondée avec d'autres et qui prône une réflexion interprofessionnelle pour penser le livre de demain (voir son témoignage **page 188**) :

Puisque nous sommes tous pris dans la machine et que lorsqu'on commence à penser des changements à un endroit, cela revient à faire bouger beaucoup plus que nos capacités individuelles, il me semble que la première chose est de connaître les réalités des autres corps de métiers et de celles de la circulation de la lecture. Ceci fait (ou en parallèle), nous pourrons commencer à créer des alternatives pérennes.

Si Le Rideau rouge est un lieu de réflexion sur de possibles autres mondes (les librairies ne le sont-elles pas toutes ?), Anaïs Massola a aussi voulu faire de son point de vente un acteur local, un commerce de quartier. **Léa David, de la librairie coopérative Caractères libres** à Aups, ne dit pas autre chose (**page 194**) :

Dans un petit village, ou un petit quartier aussi, nous sommes un commerce de proximité : il y a les habitués qui viennent papoter, les personnes isolées, pour qui nous sommes parfois le seul lieu d'interaction. La conversation, et les conseils d'un libraire sont des choses uniques !

C'est aussi le cas d'**Aurèle Letricot, de la librairie Le Tracteur Savant**, implantée dans le village de Saint-Antonin-Noble-Val en Tarn-et-Garonne (**page 184**) :

Je vois le libraire comme un acteur du territoire. Par exemple, en étant ouverte toute l'année (nous ne fermons qu'une semaine par an pour l'inventaire), la librairie est un point de repère pour les habitants. Ils savent que s'ils se rendent dans le village en semaine en hiver, nous serons là pour les accueillir, discuter de nos dernières lectures et leur conseiller un livre.

Comment considérer, dans ce contexte, qu'une librairie n'est pas un commerce de première nécessité ? Au-delà de cette action locale, c'est le rôle même du libraire dans nos sociétés, d'ailleurs, qui est repensé :

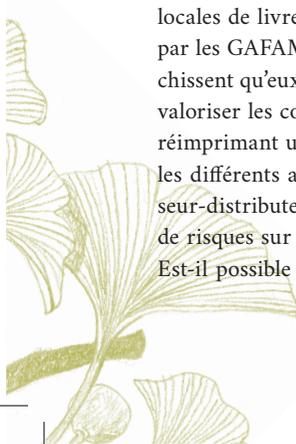
J'ai l'impression que le rôle du libraire dans la société est d'avoir un temps de décalage par rapport à l'actualité. Comme un contretemps qui donne le temps de la réflexion. Bien entendu, il y a des livres d'actualité, mais il y a aussi tous ces livres intemporels et ça fait du bien. Et le libraire peut aussi être un pourvoyeur de bonheur ! (Aurèle Letricot, p. 186).

Conclusion

Si, bien entendu, ce tome de *Biodiversité* accueille comme toujours des analyses et des réflexions universitaires, c'est sur un ensemble exceptionnel de témoignages qu'il s'appuie. Leurs auteurs sont éditeurs, imprimeur, diffuseur-distributeur, libraires en France – mais gageons qu'ils sont confrontés à des problématiques qui se posent ailleurs, sensiblement de la même façon. Ils racontent comment ils questionnent, de là où ils sont, leurs pratiques pour faire en sorte que les livres qu'ils conçoivent, impriment, commercialisent et recommandent aux lecteurs soient moins polluants et plus solidaires. Car il n'y a pas de fatalité et il existe des solutions qui font consensus – même si elles sont imparfaites.

L'éditeur, par exemple, aura à cœur d'utiliser du papier certifié, *a minima* – si possible labellisé FSC si l'on suit les recommandations de WWF France. Il luttera surtout sans relâche contre les « livres-clones » et les tirages surdimensionnés, qui forment ensemble le phénomène de surproduction – une catastrophe environnementale, à l'échelle de la chaîne du livre. Pour cela, il devra porter d'autres regards sur le monde et ne pas faire les mêmes livres que ses pairs. Il devra même systématiquement s'interroger sur la nécessité de faire un livre – tant il est vrai que le système, ses propres « pulsions » (de joueur ? de collectionneur ? d'intellectuel ?), l'entraînent tout entier vers l'acte de production. En décidant de faire un livre, en fixant la quantité produite, il détient une clé importante du système économique sur lequel repose le secteur. C'est à lui d'estimer au mieux le gain que son ouvrage apporterait à ses lecteurs au regard des ressources que sa parution et sa commercialisation ne manqueraient pas de mobiliser. Car, ne nous leurrions pas : même si toutes les précautions sont prises pour rendre le cycle de vie du livre bien plus vertueux, il n'en reste pas moins que la matérialité du livre, de sa création à la fin de sa vie, pèse sur les ressources finies de la planète (même si l'on peut estimer, avec espoir, qu'elles restent encore renouvelables, voire « compensables », pour certaines d'entre elles). Et le livre électronique, dématérialisé – qui présente tous les aspects d'une solution de remplacement idéale – nécessite des terminaux et des unités de stockage informatiques qui sont énergivores et qui consomment, pour les construire, des matériaux rares... Ce n'est là qu'un déplacement : la matérialité à considérer n'est plus le livre, mais tout ce qui le rend consultable... Oui, le livre peut être bien plus vertueux au regard des impératifs écologiques – mais peut-il l'être totalement ? Ici comme ailleurs, il faudra donc se contenter de solutions imparfaites – et continuer à cheminer.

Car il reste tant à repenser et à inventer : que veulent dire la production et la consommation locales de livres ? Qu'est-ce qu'un circuit court du livre – si l'on oublie les raccourcis proposés par les GAFAM pour vendre un livre sans éditeur, sans distributeur, sans libraire et qui n'enrichissent qu'eux-mêmes sans participer, le plus souvent, à alimenter la biodiversité ? Comment valoriser les contenus des livres sans pour autant les décliner en de multiples formats et en les réimprimant une fois de trop ? Il y a des choses à inventer aussi dans les relations qui unissent les différents acteurs : peut-on mettre en place une forme de partenariat entre éditeurs, diffuseur-distributeur et libraires, qui minimiserait significativement les retours sans faire peser trop de risques sur le point de vente, en lui assurant, par exemple, un taux de remise exceptionnel ? Est-il possible de créer une chaîne de valeur écologiquement, économiquement et socialement



vertueuse entre tous les acteurs du système – en s’inspirant, peut-être, des enseignements de l’économie sociale et solidaire ?

Tous ces questionnements, embryonnaires ou déjà bien structurés, visent finalement tout autant les fondements du système – la concentration du capital, la production, la commercialisation et la destruction de masse du livre – que les pratiques quotidiennes. Et les réponses, à différents stades de maturation, proposées par les acteurs du livre et de l’écrit qui prennent la parole ici représentent autant d’alternatives : pour aller vers un livre écologiquement, économiquement et socialement plus responsable.

Il faut dire un mot aussi, enfin, du contexte dans lequel ce recueil a vu le jour : dans un monde en pleine crise sanitaire et économique. Cette réalité n’est pas sans marquer l’ouvrage, puisque l’urgence et l’attente, tout à la fois, ont accompagné la plupart de ces textes. Merci encore, de nouveau, à tous les auteurs pour leur patience, pour leur gentillesse même – et pour avoir pris le temps du partage.

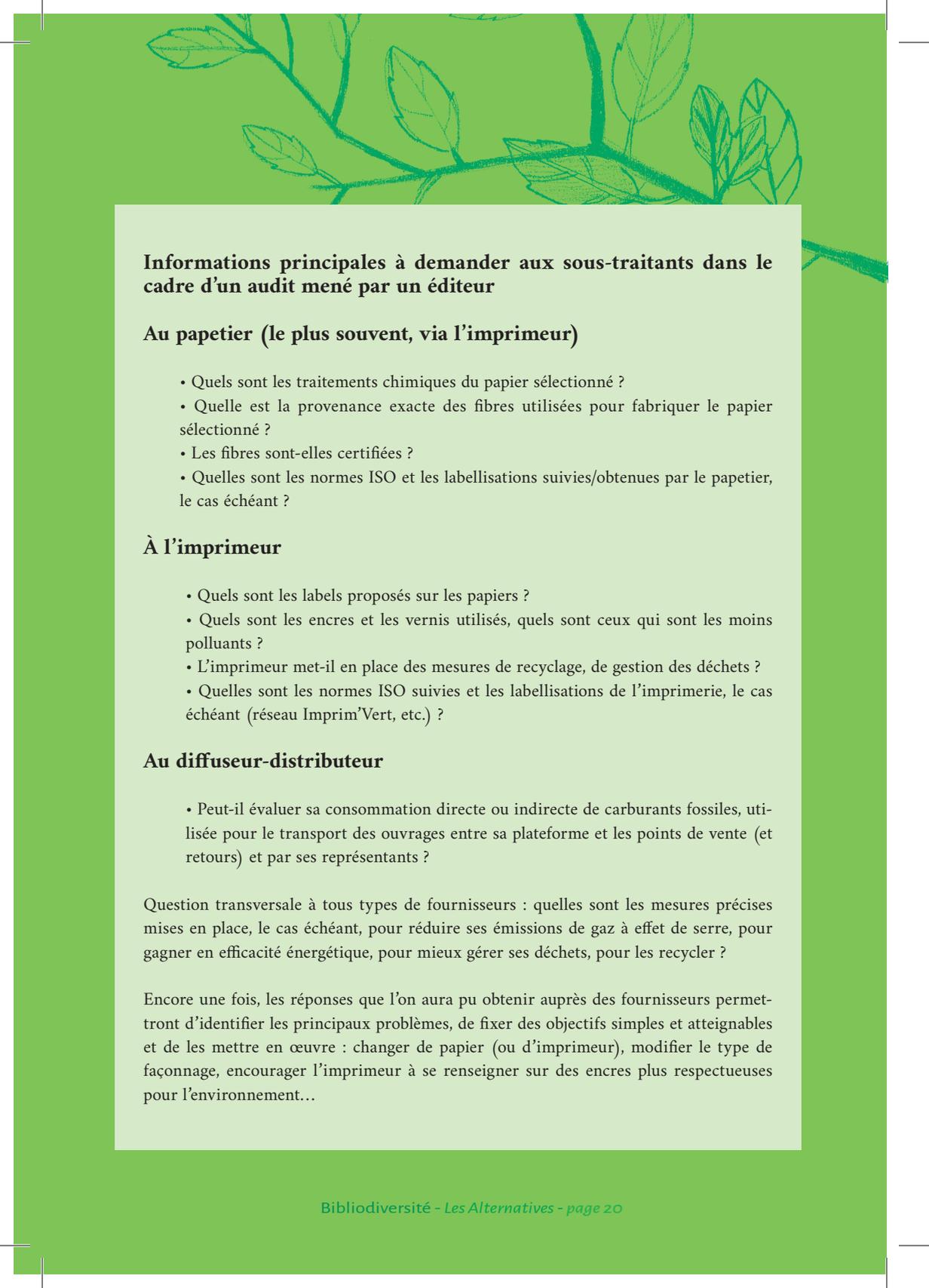
Étienne Galliard



Comment évaluer artisanalement sa responsabilité environnementale et sociale ?

Il n'y a pas de vrai changement sans objectifs, et pas d'objectifs sans évaluation de la situation de départ. Cette logique d'audit n'a pas besoin d'être confiée à des cabinets d'experts (que la plupart des acteurs indépendants du monde du livre ne peuvent pas se payer) et ne doit pas non plus prendre trop de temps – dans un secteur marqué par des rythmes de travail soutenus (on pense aux indépendants, en l'occurrence). Dans le cadre d'un audit interne artisanal, il suffit *a minima* de rassembler des informations sur sa consommation de fluides (électricité, eau), sur l'utilisation de papier de bureau, de cartons d'emballage et d'encre, de se demander quelle est l'efficacité énergétique de nos bâtiments, d'évaluer notre consommation professionnelle d'énergies fossiles... Cet audit interne n'a pas besoin d'être exhaustif, ou très précis. Il permet dans un premier temps d'identifier les principaux points sur lesquels il est souhaitable d'évoluer, puis de se doter d'objectifs à atteindre : comment réduire nos consommations de fluides, comment trier mieux, comment circuler moins ou autrement...

Dans un second temps, il est important d'évaluer les actions que l'on confie aux partenaires, fournisseurs et sous-traitants. Après un audit interne, il faut donc se tourner vers les autres acteurs de la chaîne du livre qui sont « à proximité » immédiate de l'activité menée, et leur poser des questions – dans un esprit de dialogue et d'échange, bien entendu. Par exemple, un éditeur soucieux d'évaluer son empreinte écologique pourra demander à son imprimeur (qui se renseignera peut-être, pour répondre, auprès du papetier) quelle est la provenance exacte et la certification des fibres utilisées pour fabriquer le papier sélectionné. Il pourra aussi fournir, sur demande, les certificats prouvant la labellisation du papier choisi ou son affiliation au réseau Imprim'Vert...



Informations principales à demander aux sous-traitants dans le cadre d'un audit mené par un éditeur

Au papetier (le plus souvent, via l'imprimeur)

- Quels sont les traitements chimiques du papier sélectionné ?
- Quelle est la provenance exacte des fibres utilisées pour fabriquer le papier sélectionné ?
- Les fibres sont-elles certifiées ?
- Quelles sont les normes ISO et les labellisations suivies/obtenues par le papetier, le cas échéant ?

À l'imprimeur

- Quels sont les labels proposés sur les papiers ?
- Quels sont les encres et les vernis utilisés, quels sont ceux qui sont les moins polluants ?
- L'imprimeur met-il en place des mesures de recyclage, de gestion des déchets ?
- Quelles sont les normes ISO suivies et les labellisations de l'imprimerie, le cas échéant (réseau Imprim'Vert, etc.) ?

Au diffuseur-distributeur

- Peut-il évaluer sa consommation directe ou indirecte de carburants fossiles, utilisée pour le transport des ouvrages entre sa plateforme et les points de vente (et retours) et par ses représentants ?

Question transversale à tous types de fournisseurs : quelles sont les mesures précises mises en place, le cas échéant, pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, pour gagner en efficacité énergétique, pour mieux gérer ses déchets, pour les recycler ?

Encore une fois, les réponses que l'on aura pu obtenir auprès des fournisseurs permettront d'identifier les principaux problèmes, de fixer des objectifs simples et atteignables et de les mettre en œuvre : changer de papier (ou d'imprimeur), modifier le type de façonnage, encourager l'imprimeur à se renseigner sur des encres plus respectueuses pour l'environnement...

